



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général

Direction générale Développement organisationnel et services
Direction Ressources humaines
La directrice

Son Excellence Madame l'Ambassadrice/Monsieur l'Ambassadeur
Représentant(e) permanent(e) de l'État membre auprès de
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le 15 juin 2026

**Objet: Détachement auprès du secrétariat général du Conseil d'un(e) expert(e) national(e)
dans le domaine de la coordination de la lutte contre le terrorisme**

Réf.: SNE/09/2026 (GSC.CTC) - 1 poste (312065)

Madame l'Ambassadrice, Monsieur l'Ambassadeur,

Le bureau du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme du Secrétariat général du Conseil recherche un(e) expert(e) national(e) détaché(e) chargé d'assister et de conseiller le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme sur tous les aspects intérieurs et extérieurs de la politique de l'UE en la matière.

Le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, dont le poste a été créé par le Conseil européen à la suite des attentats terroriste perpétrés à Madrid en 2004, est chargé de coordonner les travaux en matière de lutte contre le terrorisme au sein de l'UE, de superviser la mise en œuvre et l'évaluation de la stratégie de l'UE visant à lutter contre le terrorisme, d'intégrer les aspects internes et externes de la lutte contre le terrorisme et d'améliorer la communication entre l'UE et les pays tiers et organisations internationales.

Le domaine de la lutte contre le terrorisme évolue en permanence à la lumière des menaces terroristes pressantes, nouvelles ou changeantes qui se font jour. Dans cet environnement difficile, le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme fait le lien entre les dimensions intérieure et extérieure de la lutte contre ce phénomène et doit formuler des recommandations à l'intention des États membres.

Le poste proposé est celui de l'un des huit conseillers confirmés, dont la plupart sont des experts nationaux détachés, au sein de l'équipe du coordinateur. Il offre la possibilité d'être au centre du débat de l'UE consacré à la lutte contre le terrorisme et de participer à l'action du coordinateur au niveau de l'UE, à la mission qu'il mène auprès de pays tiers et d'organisations internationales, ainsi qu'au dialogue bilatéral qu'il entretient avec eux. Il offre également un environnement dans lequel les compétences en matière de prise de parole en public, de

diplomatie et de rédaction peuvent être affinées et développées.

Au cours de son détachement, la personne retenue aura la possibilité de travailler sur des politiques qui auront un effet direct sur l'avenir de l'Europe, d'interagir avec des parties prenantes internationales importantes et de participer à des négociations à haut niveau dans un environnement dynamique et collaboratif.

Au SGC, nous sommes attachés à un environnement de travail stimulant et collaboratif. Si ce rôle implique une participation active aux réunions, groupes de travail et missions, nous sommes également conscients de l'importance que revêt l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et nous nous efforçons d'aider les membres de notre personnel à concilier leurs engagements professionnels et personnels.

La description du poste, qui précise les qualifications et l'expérience requises, figure en annexe.

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prorogation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. Toutefois, en application de l'article 5 de la décision (UE) 2015/1027 du Conseil, ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire de deux ans.

L'expert(e) devrait prendre ses fonctions au secrétariat général du Conseil le **1^{er} novembre 2026**.

Les conditions du détachement, y compris les indemnités versées par le Conseil, sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts détachés auprès du secrétariat général du Conseil (décision (UE) 2015/1027 du Conseil, JO L 163 du 30.6.2015, abrogeant la décision 2007/829/CE). Conformément à l'article 2 de cette décision, les experts nationaux détachés doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidats et candidates qualifiés pour ce poste.

Les actes de candidature devront préciser le ou les points de contact nationaux responsables pour chaque candidature. Ils devront être accompagnés d'un curriculum vitæ précisant toutes les fonctions exercées jusqu'à présent et les diplômes ou autres titres obtenus, ainsi que d'une lettre de motivation.

Les réponses à la présente lettre doivent être transmises par courrier électronique, au plus tard le **13 juillet 2026 à 12 heures HAEC**, à l'adresse suivante: seconded.national.experts@consilium.europa.eu.

Le service compétent, en collaboration avec la direction des ressources humaines, examinera les candidatures reçues, décidera quels candidats seront présélectionnés et mènera les entretiens, qui auront très vraisemblablement lieu au début du mois de septembre 2026. L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le secrétariat général du Conseil peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants correspondant au même profil.

De plus amples informations peuvent être obtenues auprès du secrétariat général du Conseil - M. Piotr Krygiel, conseiller principal - chef d'équipe (tél.: +32 (0)2 281 3775, courriel: piotr.krygiel@consilium.europa.eu).

(Formule de politesse)

[signé par voie électronique]

Rebekka Wiemann

annexes

Annexe 1 – Description du poste

**Expert(e) national(e) détaché(e) (END)
auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne**

**Service rattaché à la secrétaire générale
Coordination de la lutte contre le terrorisme**

Réf.: SNE/09/2026 (GSC.CTC) - 1 poste (312065)

Description du poste

A. Principales tâches et responsabilités

En tant que conseiller ou conseillère du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme (ci-après le "coordinateur"), l'expert(e) sera appelé(e):

- à prendre en charge la coordination des initiatives liées à la lutte contre le terrorisme et à la lutte contre l'extrémisme violent, sur le plan tant interne qu'externe. Le conseiller ou la conseillère se concentrera en particulier sur la sécurité intérieure et la promotion de la politique de lutte contre le terrorisme dans un contexte international;
- à recenser les sphères de coopération dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et de la lutte contre l'extrémisme violent au sein de l'UE et avec les pays tiers, et à contribuer activement à la mise en place de projets et d'initiatives de lutte contre le terrorisme, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE;
- à conserver, dans le cadre de ses dossiers, une vue d'ensemble des activités ayant trait au terrorisme qui font l'objet de travaux dans l'ensemble des instances et groupes du Conseil, ainsi que des évolutions en la matière à la Commission, au Service européen pour l'action extérieure et au Parlement européen;
- à rédiger rapidement des documents d'orientation (y compris pour le Conseil), des discours et d'autres contributions écrites, ainsi qu'à préparer les réunions et visites importantes du coordinateur et à faire rapport sur ces dernières;
- à élaborer les aspects stratégiques/politiques et techniques d'un grand nombre de dossiers complexes et à conseiller le coordinateur à cet égard, à évaluer leur mise en œuvre et à recenser les lacunes éventuelles ainsi que les domaines où des progrès supplémentaires sont nécessaires, ou les domaines suscitant des préoccupations;
- à participer aux travaux et réunions des groupes de travail avec le coordinateur, y compris dans des pays tiers, ou – souvent – en son nom;
- à remplacer le coordinateur et à agir en son nom dans un contexte européen ou international;
- à se tenir au courant d'un large éventail de questions liées au terrorisme, notamment grâce à des recherches approfondies, à des lectures et à des contacts réguliers avec la communauté d'experts au sens large;
- à travailler en étroite concertation et coordination avec les institutions et agences de l'UE, les États membres, des pays tiers, des organisations internationales, le secteur privé, les milieux universitaires et des groupes de réflexion;
- à contribuer à l'établissement de relations étroites entre les hautes autorités chargées de la lutte contre le terrorisme dans son État membre et/ou les autorités d'autres États membres et le coordinateur;
- à s'exprimer souvent en public.

B. Conditions générales

Conformément à la décision applicable¹, le candidat ou la candidate doit:

- être au service de son employeur, dans un cadre statutaire ou contractuel, depuis au moins douze mois avant son détachement;
- rester au service de son employeur durant toute la durée du détachement;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins trois ans à temps plein dans des fonctions administratives, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, en rapport avec les fonctions qui lui sont confiées;
- avoir la nationalité d'un État membre de l'Union européenne;
- avoir une connaissance approfondie d'une langue officielle de l'UE² et une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue pour l'accomplissement de ses tâches.

C. Qualifications et expérience

Le candidat ou la candidate devrait:

- avoir achevé un cycle d'études universitaires (le niveau master ou supérieur constituerait un atout), supérieures ou militaires sanctionné par un diplôme, ou posséder une expérience professionnelle équivalente;
- idéalement, posséder une expérience pertinente en matière de collaboration avec des acteurs de la sécurité dans leur État membre, ainsi qu'en ce qui concerne l'élaboration de politiques en rapport avec les aspects extérieurs de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme dans le domaine de la justice et des affaires intérieures et/ou des affaires étrangères;
- avoir une excellente maîtrise de l'anglais écrit, en particulier pour la rédaction et la mise au point de documents. Une connaissance du français constituerait un atout.

L'expérience suivante constituerait un atout:

- avoir occupé un poste de haut niveau dans son pays d'origine et/ou à l'étranger;
- avoir participé à l'élaboration de politiques dans le domaine de la sécurité intérieure ou des affaires étrangères;
- avoir travaillé à l'étranger/dans un environnement international, en particulier en matière de relations européennes, auprès de pays tiers et d'organisations internationales;
- posséder une expérience/une connaissance du fonctionnement de l'UE dans le domaine de la sécurité (intérieure et extérieure).

D. Compétences requises

- posséder une grande faculté de discernement politique ainsi qu'un sens aigu de l'initiative, de la créativité, de l'autonomie et des responsabilités;
- avoir une bonne compréhension de ce que suppose le fait de travailler dans un environnement politiquement sensible;
- être en mesure de travailler de manière autonome et à l'appui du coordinateur;
- avoir d'excellentes compétences relationnelles et l'esprit d'équipe;

¹ Décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts détachés auprès du secrétariat général du Conseil.

² Les langues de l'UE sont les suivantes: allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois et tchèque.

- avoir la volonté et la capacité de travailler dans un environnement exigeant, politiquement sensible et caractérisé par des évolutions rapides et une charge de travail importante;
- gérer les dossiers de manière proactive, continue et autonome, en liaison avec les acteurs concernés, et y apporter sa contribution sous la forme de commentaires, de propositions et d'idées nouvelles;
- pouvoir travailler rapidement sur les aspects à la fois techniques et politiques d'un large éventail de dossiers complexes et fournir de manière proactive des conseils prospectifs;
- avoir une excellente aptitude à rédiger, à communiquer (à l'oral et à l'écrit) et à travailler en réseau;
- avoir le souci d'obtenir des résultats;
- avoir le sens de la discrétion.

La personne retenue devrait être disposée et prête à voyager fréquemment à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, et à suivre un programme de sensibilisation aux environnements hostiles (HEAT), si cela n'a pas été le cas récemment.

E. Habilitation de sécurité

Il est nécessaire de disposer d'une habilitation de sécurité nationale au niveau SECRET UE/EU SECRET. Cette habilitation de sécurité doit être obtenue par le candidat ou la candidate auprès de ses autorités compétentes avant le détachement auprès du secrétariat général du Conseil. La validité de l'habilitation doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement du candidat ou de la candidate en tant qu'expert national ou experte nationale.

Le SGC est attaché à la diversité et à l'inclusion. Nous recherchons activement la diversité et promouvons l'inclusion au sein de notre personnel. Nous sommes ouverts à toutes les différences liées à des caractéristiques géographiques et démographiques ou à des identités et nous croyons fermement que la diversité enrichit nos perspectives, améliore notre performance et accroît notre bien-être. C'est pourquoi nous encourageons les candidatures de toutes les personnes qualifiées issues d'horizons divers, sur une base géographique aussi large que possible parmi les ressortissants et ressortissantes des États membres de l'UE.

Veuillez trouver ici le [lien](#) vers la déclaration de confidentialité concernant le traitement de vos données à caractère personnel.

De plus amples informations sur le poste peuvent être obtenues auprès de M. Piotr Krygiel, conseiller principal - chef d'équipe (tél.: +32 (0)2 281 3775, courriel: piotr.krygiel@consilium.europa.eu), bureau du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme.

